



Emploi : l'urgence

Dispensé de timbrage BREST CTC

Le succès de la mobilisation du 23 mars en appelle d'autres. En effet, en dépit de la querelle de chiffres qui oppose régulièrement organisations syndicales et pouvoirs publics, des centaines de milliers de salariés sont descendus dans les rues pour défendre l'emploi, le pouvoir d'achat et mettre en garde le gouvernement contre toute tentative de remise en cause de l'âge de départ à la retraite.



La tête du cortège brestois le 23 mars

A Brest, Quimper, Morlaix et Quimperlé, les manifestations ont réuni environ 10 000 personnes, tant de la fonction publique que du secteur privé. La grande distribution, les services à la personne, les banques et la métallurgie étaient très représentés.

Le mini remaniement et le remplacement de Xavier Darcos par Éric Woerth, n'ont bien sûr pas rassuré les responsables syndicaux qui considèrent avec méfiance la prise de fonction de celui

qui a mis en œuvre la consigne de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

"L'urgence, c'est l'emploi", rappelait Hervé Goachet, secrétaire de l'Union départementale CFDT, à l'issue de la manifestation brestoïse. C'est par ce dossier que le gouvernement doit commencer. Or, aujourd'hui, les conditions de travail se dégradent. **"Au début de la crise, les entreprises ont licencié beaucoup trop de salariés. Aujourd'hui, celles qui connaissent une légère reprise imposent des cadences de travail excessives."** Le dirigeant de la CFDT indique que, dans certaines usines, les salariés travaillent 45 heures par semaines, 6 jours sur 7.

"Partout, on sent monter le mécontentement", confirme Thierry Gourlay, secrétaire de l'Union départementale CGT. **"Cette journée de mobilisation faisait suite au sommet social du 15 février qui n'avait débouché sur rien"**. Pour les organisations syndicales un vrai sommet social doit être organisé. **"Nous voulons un vrai sommet, utile pour l'emploi"**.

Dans les jours qui viennent, les organisations syndicales vont se retrouver pour tirer un bilan de la journée d'action du 23 mars et tracer de nouvelles perspectives. **"Nous souhaitons que la mobilisation soit la plus unitaire possible"**, indique Thierry Gourlay.

Il semble, dès à présent, que le 1^{er} mai 2010 sera une grande journée de mobilisation sociale. 🌹

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 1^{er}/04/2010



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

A côté de la plaque

Les réponses apportées par Nicolas Sarkozy, après les élections régionales, sont complètement à côté de la plaque.

L'enterrement de la taxe carbone ne faisait pas partie des sujets abordés durant la campagne. D'ailleurs, seuls le MEDEF et la FNSEA s'en sont réjouis. Mais, sous prétexte que les électeurs écologistes ne se sont pas reportés sur les candidats UMP, le président de la République revient sur son engagement et repousse l'instauration d'une fiscalité écologique aux calendes grecques. Voilà qui en dit long sur les véritables motivations qui avaient conduit à la tenue du Grenelle de l'Environnement.

Le mini remaniement, quant à lui, ne répond qu'à des exigences politiciennes internes à l'UMP : donner des gages aux chiraquiens, tenter de diviser le clan villepiniste et sacrifier un ministre pour bien montrer que tout se décide à l'Élysée. Mais, après la claque des régionales, cela ne suffira pas à redorer la popularité de Nicolas Sarkozy.

PS 29

Le dossier de la semaine

**L'équipe
est au travail**



Jean-Yves Le Drian
entame son
deuxième mandat

Vie de la Fédération

**Renouvellement
à la Région**



Les Socialistes
finistériens de
l'exécutif

Interview

**Agendas 21
familiaux**



Avec
Julian Pondaven

L'équipe est au travail

La session d'installation du Conseil régional, qui s'est tenue le 26 mars à Rennes, fut à l'image de la campagne qui a pris fin une semaine auparavant : une équipe, impatiente de se mettre au travail pour appliquer le projet validé par les électeurs bretons, face à une droite grincheuse et revancharde.



Le bureau de la Région

52 voix sur 52 pour Le Drian

Présentée par Marylise Lebranchu, la candidature de Jean-Yves Le Drian à la présidence de la Région a recueilli 52 voix. Le groupe UMP a préféré ne pas présenter de candidat et n'a même pas pris part au vote, tout comme le groupe Europe écologie. Compte tenu du climat dans lequel s'est déroulée la campagne au sein de l'UMP et des tensions qui règnent au sein de leur groupe, on peut comprendre cette décision : il n'est en effet pas certain que Bernadette Malgorn aurait recueilli les 20 voix des conseillers régionaux de la majorité présidentielle.

A l'issue de la session, la chef de file de l'opposition de droite a reproché à Jean-Yves Le Drian d'avoir repris, dans son discours d'installation, des éléments déjà annoncés durant la campagne. C'est bien le moins qu'on puisse attendre de la part d'un candidat qui vient d'être élu. L'ancienne préfète de Région aime à répéter qu'elle n'appartient pas à l'UMP. Pourtant, elle a déjà intériorisé la formule selon laquelle les promesses n'engagent que ceux qui les entendent. Nouvelle venue sur la scène politique bretonne, elle devra s'habituer à ce que les élus socialistes appliquent le programme sur lequel ils ont été élus.

Gérard Mével, doyen d'âge de l'Assemblée régionale, a présidé la première partie de la session. Après s'être réjoui de la dignité dans laquelle s'est déroulée la campagne électorale, l'élu de Fouesnant a brossé, aux nouveaux conseillers régionaux, le tableau de la Bretagne qu'ils vont découvrir dans l'exercice de leur mandat. **"Une Bretagne forte de sa jeunesse, de**

ses acteurs économiques, sociaux, scientifiques, associatifs, qui savent se réunir lorsque l'intérêt majeur est en jeu".

C'est cet esprit que veut insuffler la majorité régionale. **"Désormais, l'heure est à l'action"**, a d'emblée annoncé Jean-Yves Le Drian dans le premier discours de son deuxième mandat.

Les enjeux sont considérables : la crise qui dure, qui crée l'angoisse, parfois la désespérance de tous ceux qu'elle exclut, les mutations difficiles mais indispensables de ce que l'on appelle le modèle Breton, aujourd'hui menacé dans ses fondements, par une mondialisation non régulée, l'enjeu environnemental lié à l'eau, au réchauffement climatique, à la préservation des paysages.

Une Bretagne forte, équilibrée et inventive

"Nous voulons une Bretagne forte, équilibrée et inventive", a rappelé Jean-Yves Le Drian dans un discours riche en annonces et en engagements très concrets, pour mettre en œuvre le projet pour lequel les Bretonnes et les Bretons ont voté.

Une Bretagne forte, c'est d'abord une Bretagne qui fait confiance à sa jeunesse. **"D'ici la fin de l'année 2010, le Conseil régional sera saisi d'un projet de charte d'engagements à l'égard de la jeunesse de manière à donner vie à la formule : « un jeune un toit, un jeune une formation, un jeune une passion »"**.

La nouvelle équipe régionale va prendre à bras le corps la question économique et le soutien aux entreprises. **"Mais"**, a précisé Jean-Yves Le Drian, **"rien ne pourra se faire si l'économie de transition qui s'ouvre ne s'accompagne pas d'une sécurisation de l'emploi et des parcours de qualification"**. Le Conseil économique et social avait, il y a quelques mois, adopté



Gérard Mével a présidé la session



L'hémicycle du Conseil régional

à l'unanimité un rapport qui s'intitulait **"Conjuguer flexibilité et sécurisation des parcours professionnels"**. **"Si les partenaires sociaux le souhaitent toujours, je suis favorable à leur mise en œuvre, à la suite de ce que l'on pourrait appeler un Courcy de la sécurisation professionnelle"**.

Le président du Conseil régional est revenu sur la nouvelle alliance qu'il veut instaurer entre la Bretagne et ses agriculteurs. Là encore, des engagements ont été pris : **"La session du mois de juin sera consacrée à l'élaboration de ce projet pour l'agriculture bretonne du 21^e siècle, ce sera, je l'espère, notre charte commune pour tracer l'avenir"**, a annoncé Jean-Yves Le Drian.

Encore une fois, le président du Conseil régional a insisté sur le nécessaire équilibre qui doit régner au sein de la région entre l'Est et l'Ouest. **"Rennes est la capitale de la Bretagne et la Bretagne est capitale pour Rennes"**, a résumé le président avant de préciser : **"la cohésion territoriale, c'est en même temps, dans le même mouvement, l'accompagnement de la deuxième métropole, Brest, dans l'affirmation de sa vocation maritime européenne"**.

La Bretagne que veut construire la majorité régionale sera enfin inventive. Elle fera le pari de l'intelligence et de l'exigence écologique pour devenir une Région écopionnière. Là encore, Jean-Yves Le Drian a annoncé que, dès l'année prochaine, l'exercice budgétaire sera calculé en euros, mais aussi en émissions de CO2 comme le fait déjà l'Écosse, de manière à disposer en permanence d'un référentiel lisible.

A peine une semaine après sa réélection, l'équipe de Jean-Yves Le Drian est au travail pour bâtir une Bretagne solidaire, créative et responsable, comme s'y étaient engagés tous les candidats de la liste. 🌱

Renouvellement à la Région

Quatre socialistes finistériens appartiennent à l'exécutif du nouveau Conseil régional désigné le 26 mars.

Jean-Yves Le Drian a largement renouvelé l'exécutif de la Région. Sur les 15 vice-présidents et les 7 présidents de commission, 11 sont nouveaux, dont les 4 socialistes du Finistère.

Gwenegon Bui est vice-présidente à l'aménagement du territoire et au numérique. Jean-Yves Le Drian s'y est engagé : l'accès au très haut débit sera un des grands chantiers prioritaires de son deuxième mandat et, dans un souci d'aménagement du territoire, cela commencera par l'Ouest. Ce n'est donc pas un



Les Finistériens de l'exécutif

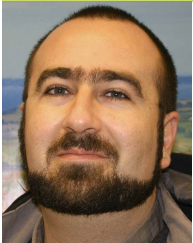
hasard si ce dossier est confié à l' élu morlaisien.

Trois autres Finistériens entrent dans l'exécutif. La Brestoise Forough Salami présidera la commission formation et sera déléguée de la vie lycéenne et des projets éduca-

tifs innovants. L'autre élu brestois, Pierre Karleskind, benjamin de l'Assemblée et délégué aux affaires européennes, présidera celle des finances. La concarnoise Gaël Le Meur, sera chargée de celle de la culture et des sports et sera déléguée à la vie associative.

Richard Ferrand succède au Costarmoricain Thierry Burlot à la présidence du groupe socialiste. Il a été élu à l'unanimité. "Il s'agira pour moi de permettre à chaque conseiller régional, quelle que soit sa fonction, de disposer du même niveau d'information", explique l' élu carhaisien. "Ainsi, nous pourrions échanger et débattre et être armés pour exposer et défendre nos choix vis-à-vis de nos partenaires et de l'ensemble des Bretonnes et des Bretons". Le nouveau président du groupe entend également mener un travail en partenariat avec les autres groupes politiques qui composent la majorité régionale ou qui en sont proches. 🌸

Interview



Agendas 21 familiaux

Avec Julien Pondaven

Le Conseil général, en partenariat avec les réseaux Cohérence et Nature et culture, lance un appel à candidature en direction des Finistériens pour lancer une opération, inédite en France, d'agendas 21 familiaux. Julien Pondaven, directeur du réseau Cohérence, nous explique la genèse et les objectifs de ce projet.

Cap Finistère : Comment est née l'idée des agendas 21 familiaux ?

Julien Pondaven : Cohérence est un réseau de 120 associations qui existe depuis 1997.

Nous faisons la promotion du développement durable et solidaire dans toute la Bretagne. Nous nous adressons à tous les acteurs, des collectivités aux citoyens en passant par les associations.

Il y a trois ans, nous avons mis en place le baromètre du développement durable. Il s'agit d'un questionnaire adressé aux collectivités. Jean-Claude Pierre a évoqué l'idée des agendas 21 familiaux, en 2007, partant du principe que ce qui fonctionnait pour les collectivités locales pourrait être transposé aux citoyens. Parallèlement, le Conseil général du Finistère a souhaité mettre à la disposition de tout le monde des informations

sur les bonnes pratiques à adopter.

Cap Finistère : En quoi consiste votre partenariat ?

Julien Pondaven : Il s'articule autour de deux axes. D'abord sélectionner 30 foyers finistériens volontaires. Notre objectif vise à valider une méthode d'accompagnement, de manière ensuite à la transmettre à d'autres. Très concrètement, nous allons effectuer un diagnostic dans les familles, leur offrir une formation puis leur demander de prendre des engagements. L'expérience doit durer un an et demi.

Parallèlement, à partir du mois de septembre 2010, nous allons mettre en ligne un baromètre du développement durable destiné à tous les Finistériens.

Cap Finistère : Ne craignez-vous pas que seules les personnes déjà très en

pointe en matière de développement durable ne répondent ?

Julien Pondaven : C'est un risque, mais nous voulons vraiment obtenir un panel représentatif. Nous souhaitons toucher des personnes curieuses, qui ont envie de changer leurs habitudes.

Cap Finistère : Le lancement d'agendas 21 familiaux signifie-t-il que toutes les institutions sont exemplaires en matière de développement durable ?

Julien Pondaven : On ne peut pas encore dire cela. On constate, depuis les dernières élections municipales, un réel effort des mairies dans ce domaine en particulier en Bretagne. Mais il reste encore beaucoup à faire pour qu'elles soient toutes exemplaires.

Informations au 02 97 84 98 18 ou sur <http://www.barometredudeveloppementdurable.org/> 🌸

Agenda

8 avril

18 h 00 :
Commission femmes
à Châteaulin.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1212 P 11428
N° 856 - Vendredi 2 Avril 2010
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 Quimper
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef :

Jean-Yves Cabon - Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 Brest

Impression :

Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 20 €
Abonnement de soutien :
à partir de 25 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Églises, avortement et liberté des femmes

L'association "Rien sans elles" organise, le 3 avril, à 15 h 30, salle des syndicats à Brest, une table ronde intitulée "L'opposition politique, sociale et religieuse au droit à l'avortement en Europe".

Cette table ronde se déroulera en présence d'Alicja Tyslac, polonaise qui a porté plainte contre son pays auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, pour refus d'autorisation d'avortement. Catholique, Alicja Tyslac, est alors victime d'une campagne de diffamation orchestrée par les fondamentalistes catholiques. Traitée de "tueuse d'enfants", son adresse est révélée dans un magazine et elle doit déménager pour des raisons de sécurité.

Mais elle ne capitule pas. Elle attaque le magazine pour diffamation. Elle gagne en première instance, le 23 septembre 2009. L'église polonaise fait appel. Le jugement du 5 mars 2010 confirme le premier jugement : "Il n'est pas permis de traiter des femmes qui ont eu recours à une IVG de « tueuses d'enfants »", rappelle le tribunal. Mais l'église catholique refuse d'en rester là et se pourvoit en cassation.

Aujourd'hui, à Malte ou en Irlande, d'autres femmes sont confrontées aux mêmes difficultés lorsqu'elles doivent avorter.

Commission femmes

La prochaine réunion de la commission fédérale Égalité Femmes/Hommes aura lieu le 8 avril à Châteaulin, à 18 h 00. Elle est ouverte à toutes et tous membres du parti et sympathisant(es) du Finistère.

Le groupe femmes du comité de ville de Brest a rejoint cette commission fédérale qui travaille principalement sur : Femmes et emploi, retraites. Femmes et politique et l'égalité réelle.

Merci !

Les socialistes brestois ont repris leurs pots de colle et leurs broches pour remercier les électeurs qui ont fait confiance à la liste menée par Jean-Yves Le Drian.

En bref...

C'est le moment !



Rejoignez le Parti socialiste
30, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07 - Tél. : 01 45 55 77 00 - parti-socialiste.fr

C'est le moment de rejoindre le Parti Socialiste pour participer à l'élaboration de son projet, pour 2012. Maintenant, allez-y !

En savoir plus : www.ps29.org

Le CAMID reste à Brest !

La mobilisation des personnels et des élus socialistes brestois n'a pas été vaine : le ministère de la Défense a confirmé que le CAMID (Centre d'administration ministériel des indemnités de déplacement) restera bien à Brest.

Il est tout de même surprenant que le ministère soit obligé de confirmer que le décret pris au mois de janvier sera bien appliqué.

Service public de santé en danger

"La réforme de l'hôpital, mise en œuvre par le gouvernement, constitue un vrai danger pour l'avenir de notre service public de santé", a souligné Jean-Luc Fichet dans sa lettre mensuelle du mois de mars. "De nombreuses personnes, issues du monde hospitalier, ainsi que beaucoup d'élus locaux s'inquiètent de cette réforme qui fait la part belle à une vision libérale de l'accès aux soins".

Pour le sénateur du Finistère, "Le nouveau mode de gouvernance, bientôt mis en place, illustre bien ce changement de cap. Désormais, le Conseil d'Administration, présidé par un élu, généralement un maire, disparaît au profit d'un

comité de surveillance qui ne siègera plus que pour avis.

L'organe décisionnel sera dorénavant un directoire avec à sa tête un directeur nommé soit par décret en Conseil des ministres, soit par arrêté après avis de l'Agence régionale de santé. Une nomination qui résultera strictement d'une décision politique et non d'une décision basée sur des compétences médicales."

En savoir plus : <http://www.jean-lucfichet.fr/>

Ce numéro a été tiré à
4 900 exemplaires

Annonces légales & judiciaires

GWENTALMEZE

Société Civile Immobilière
au capital de 3 000 euros
Siège social : Route du Carpont
29830 LAMPAUL PLOUDALMÉZEAU
442 313 193 RCS BREST

Aux termes d'une délibération en date du 12 juin 2009, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social de Route du Carpont - 29830 LAMPAUL PLOUDALMÉZEAU au 20, rue de l'Église - 29400 LANDIVISIAU, et ce à compter du jour même et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis, La Gérance.

Par acte sous seing privé du 19 mars 2010, il a été constitué la Société Civile Immobilière **GTS**. Capital : 900 euros. Siège social : 1, route de Sizun - 29450 LE TRÉHOU. **Objet** : Acquisition et location de tous immeubles et toute autre activité connexe. **Durée** : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BREST. **Gérant** : YVINEC Yann, demeurant 1, route de Sizun - 29450 LE TRÉHOU. Yann Yvinec, gérant.

CGFD

Société à responsabilité limitée
au capital de 20 000 euros
Siège social : 15 place des Otages
29600 MORLAIX (Finistère)
503 622 086 RCS BREST

AVIS DE PUBLICITÉ LÉGALE

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 mars 2010, les associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis, Le Représentant légal.

